

La rigueur est la condition de la croissance

JEAN-MARC DANIEL

La reprise – la croissance devrait être en France de 1,4 % en 2010 – est là mais elle ne signifie pas pour autant la fin de la crise: celle-ci qui se prolonge en une crise sociale liée à l'augmentation toujours préoccupante du chômage est en passe de déboucher sur une crise des finances publiques.

Le déficit budgétaire de la planète en 2009 a été de 8,5 % du PIB (5 000 milliards \$), certains pays dépassant les 10 % comme l'Irlande, le Royaume-Uni ou les Etats-Unis. Résultat: les dettes publiques ont explosé. Cela n'a pas empêché les conseillers du président Obama, lors du dernier G20, de continuer à soutenir que non seulement cette situation n'était pas préoccupante mais que les pays européens risquaient, en réorientant leur politique vers l'assainissement de leur situation budgétaire, de tuer la reprise. Le surendettement grec avec un déficit de 15 % du PIB et une dette de plus de 100 % et ses conséquences politiques soulignent l'incongruité de cette position.

Les limites de la relance

En fait, l'Europe doit adopter le point de vue allemand d'une nécessaire réduction des déficits non par hostilité à l'administration Obama, ni par crainte des agences de notation dont le sérieux laisse plus qu'à désirer mais parce que les politiques d'endettement public ont montré une fois encore leurs limites. Elles se heurtent désormais très clairement à ce que les économistes appellent l'équivalence ricardienne, c'est-à-dire une augmentation simultanée du taux d'épargne et du déficit budgétaire. Les défenseurs des politiques de relance font en général l'impasse sur la dynamique de l'épargne, se gargarisant de l'idée plus que contestable que la consommation est le moteur par excellence de la croissance. Mais l'épargne n'est pas un vague sous-produit de la vie économique. Elle correspond au besoin très humain et très objectif de se prémunir contre les aléas du futur. Et en se lançant dans des relances massives, les gouvernements ont créé un vent de panique qui a accru les doutes des ménages